L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 AOUT 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEBER,
N° 23, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 19 AOUT.

POUR PRESIDENT :
WINFIELD SCOTT.
DE LA VIRGINIE.
POUR VICE PRESIDENT :
WM. A. GRAHAM.
DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour président et pour vice-président :

Premier District.—Jacques Toutant, de St-Bernard; (substitut, J. B. Wilkinson Jr., de Plaquemines.)

Second District.—Christian Roselius, d'Orléans. (substitut, Cyprien Dupuis, d'Orléans.)

Troisième District.—Duncan F. Kenner, de l'Ascension; (substitut, Fergus Gardère, de Jefferson.)

Quatrième District.—Geo. W. Watterston, de Livingston; (substitut, R. J. Barrow, de Upper Feliciana.)

Cinquième District.—Alexandre Declouet de St-Martin; (substitut, J. K. Sloer, des Rapides.)

Sixième District.—John Ray, de Ouachita; (substitut, D. F. Boyden, de Caddo.)

CONTENANTE.

Le Général Scott.	M. Pierce.
Monsieur, je vous dis la franchise la plus complète en faveur de la Constitution, en faveur de l'Union, en faveur du Compromis, et d'une façon tout aussi complète contre quiconque est opposé au Compromis et à la Constitution.	*On m'a demandé si j'allais voter la loi sur les esclaves fugitifs. J'ai répondu que non, que je l'abhorrais. Je ne retracte à la présente heure. Cette loi viole l'humanité et le droit naturel.*
(Discours prononcé par le Général Scott à la députation de Mississipi.)	(Discours prononcé par M. Pierce à Manchester, N. H., le 5 janvier 1852.)

OPINION DE L'ABOLITIONISTE GIDDINGS
SUR LE GENERAL SCOTT
Et la Progression Whig.

"Je sais que l'on insiste à présent pour nous faire désespérer à nommer le candidat whig à la prochaine présidence. Il y a longtemps que je connais la personne qui a été désignée candidat. Je n'aurai personnellement aucune objection directe à présenter pour plus que contre le candidat démocratique ; mais s'il est élu, *il n'est engagé à maintenir les entreprises, les crimes résultans qui découlent des mesures de compromis et de la loi sur les esclaves fugitifs*, DE LES PERPETUER AUTANT QUE CELA DEPENDRA DE LUI ET D'EMPECHER TOUTE AGITATION A leur égard. Voter pour ce candidat, c'est voter pour ses principes, c'est nous lier en faveur des doctrines qu'il *est engagé à soutenir*, s'est approuvé par son élection. Je ne voterai pas pour lui, quoique je le préfère infiniment à Pierce ! Je n'ai rien à dire contre les candidats aux élections. Je me prononcerai seulement sur des doctrines, et dans la présente élection sur celles des deux partis, et sur un sujet de la question de l'esclavage.

Les doctrines du parti whig, comme je l'ai démontré, les engagent ainsi que tous les citoyens à maintenir le statu quo dans les territoires ; ils sont également tenus de soutenir dans toute la loi sur l'extradition des esclaves fugitifs, d'admettre dans l'Union comme d'Etats à esclaves qu'un pouvoir formant dans le Nouveau Mexique ni dans le territoire d'Utah, et enfin d'empêcher la discussion publique sur tous ces sujets".

NOTRE PROGRAMME.

Les whigs des Etats-Unis réunis en Convention, formement attachés aux grands principes conservateurs que les gouvernements, comme les nations, tirent leur commune origine, dans l'intelligence du peuple américain, dans son attitude à la gouverner lui-même, dans son dévouement à la Constitution et à l'Union, proclament les opinions suivantes comme celles qui dirigeront leur parti :

1—Le gouvernement des Etats-Unis est limité dans ses pouvoirs; il ne peut exercer que ceux qui lui sont spécialement attribués par la Constitution, ainsi que les privilèges nécessaires à l'exercice desdits pouvoirs. Quant aux pouvoirs qui ne lui sont point attribués spécialement, ils doivent rester dans le cercle exercice exclusivement aux divers Etats et au peuple.

2—Les gouvernements d'Etat doivent être protégés dans l'exercice des droits qui leur sont réservés, de manière que le gouvernement fédéral puisse remplir convenablement les devoirs constitutionnels. Il importe que l'Union, aussi respectée et défendue comme le sont les droits de nos libertés de nos foyers.

3—Tout en sympathisant cordialement avec ceux qui luttent pour la liberté, en quelque pays que ce soit, nous adhérons à la doctrine établie par le fondateur de la république dans son discours d'adieu. Nous croyons avec lui que nous ne devons former aucune alliance dangereuse avec les nations étrangères et adopter une politique qui nous lierait notre intervention nationale. Nous n'avons pas l'intention et n'en pas de propager nos opinions ou d'imposer à d'autres pays par la ruse ou par la force, notre forme de gouvernement, mais nous offrons notre exemple et notre sympathie et nous désirons voir les autres nations suivre notre modération et notre bonheur. Enfin, le gouvernement populaire et les avantages des libres institutions.

4—La voix le peuple crée et dirige le gouvernement il doit obéir à la constitution, aux lois et aux traités, qui lui-même conserver sa propre intégrité et celle des états fédératifs.

5—Le gouvernement doit être dirigé avec la plus stricte économie, et un système sévère de réforme sur tous les points de l'administration doit être porté au moyen de droits d'entrée et sur de taxes directes ; et en établissant l'échelle de ces droits, il faut spécialement avoir égard à l'impôt sur les divers objets soumis à l'impôt afin d'encourager d'abord les manufactures dont les matières premières sont dans toutes les classes et dans toutes les parties du pays.

6—La Constitution accorde au Congrès le pouvoir de créer des ports et de les entretenir, comme aussi de faire exécuter les obstacles qui gênent la navigation des rivières, dans leurs cours et dans leurs embouchures, sont nécessaires à la défense commune et à la protection du commerce national, et spécialement du commerce intérieur ; ces améliorations étant toujours de leur nature nationales et commerciales.

7—Le commerce est l'un des principaux des différens Etats huit partie du même système ; il nous l'une et l'autre nécessaires à la prospérité de chacun et à la sécurité des citoyens ; il faut donc le soustraire à l'influence des partis politiques et le mettre à l'abri de toute spéculation de ces derniers. Le respect de ces deux principes termes et des sentiments qui en découlent, nous déterminent et commandent par les plus simples motifs d'intérêt national, particulier et fédéral.

8—La décision de l'année 1850 (2), comme généralement sous le nom de compromis ou de règlement définitif, est reçue et acceptée par les whigs comme une mesure juste et finale, que nous ne demanderons ni ne tolérerons jamais, ni sous aucune forme ni sous aucun prétexte, être altérée ou modifiée, et que nous maintiendrons fermement, jusqu'à ce qu'elle soit solennellement abrogée par le peuple américain, exprimant sa volonté par ses votes, dans les élections ordinaires aux yeux de tous les hommes de bien. Nous déclarons que la loi sur les esclaves fugitifs, faisant partie intégrante du susdit règlement définitif, est reçue et acceptée par les whigs comme une mesure finale et irrévocable, et que nous nous engageons à la maintenir et à la faire exécuter avec bonne foi et sans aucune diminution de ses dispositions.

9—Le système fédératif est basé sur l'égalité politique de tous les états, et nous nous opposons à toute législation qui tendrait à troubler cette égalité, ou à donner à l'un d'eux, ou à ses habitants, des droits ou des privilèges qui ne seraient pas également garantis à tous les autres états et à leurs citoyens ; nous nous opposons également